

XXI^e congrès Un dialogue épuisant

Louis-Dominique Lavigne

Numéro 12, été 1979

Pour les années 80

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29100ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavigne, L.-D. (1979). XXI^e congrès : un dialogue épuisant. *Jeu*, (12), 65–69.

association québécoise du jeune théâtre

XXIe congrès: un dialogue épuisant

Le XXIe congrès de l'Association Québécoise du Jeune Théâtre a évité la monotonie d'usage dans ce genre de réunion en permettant certaines irrégularités de procédure, qui ont eu le mérite d'entraîner une prise de parole plus démocratique(1), mais aussi, faute de temps, la formulation de propositions superficielles.

Certes, la proposition 13 domine le congrès, puisqu'elle modifie substantiellement les structures et les orientations de l'A.Q.J.T., remplaçant ainsi la proposition 6 votée au congrès précédent:

«Que les objectifs de l'association face au développement du Jeune Théâtre soient les suivants:

- a) consolider l'union des troupes de métier;
- b) regrouper et stimuler le théâtre d'amateurs vers une plus grande autonomie;
- c) regrouper et favoriser l'organisation du théâtre étudiant autour de sa réalité spécifique;
- d) renforcer ses contacts avec le théâtre militant et participer à son dynamisme;
- e) permettre la rencontre des animateurs individuels qui travaillent au développement du théâtre populaire;
- f) que des structures soient mises en place afin que les cinq objectifs précédents soient poursuivis selon le projet culturel et politique tel que défini dans sa chartre et dans ses congrès.»

Cette redéfinition des tâches de l'association vient clore un débat dont il importe de rappeler les enjeux, si l'on veut bien en saisir toute la portée. En effet, la proposition votée au XXIe congrès transformait l'A.Q.J.T. en association des troupes de métier, non sans mécontentements. Par la suite, le Comité de direction et l'exécutif crurent bon d'organiser deux journées d'étude au cours desquelles tous les intervenants culturels pourraient exprimer leurs vues sur le rôle et les structures de l'A.Q.J.T. dans une optique de développement d'un théâtre populaire. On se rappellera, à cette occasion, les tendances qui s'opposaient: 1) celle des partisans d'une association exclusive aux troupes de métier, c'est-à-dire à tout groupe de théâtre qui vit ou tend à vivre du métier, et en accord avec les objectifs de l'A.Q.J.T.; 2) celle souhaitant que l'A.Q.J.T. regroupe tous les artisans du théâtre populaire. Il est vrai qu'au XXIe congrès, les troupes de métier cherchaient par tous les moyens une plus grande reconnaissance des gouvernements et, par le biais de l'A.Q.J.T., la consolidation de leur permanence. C'était une question de survie, et l'affermissement de l'avant-garde de l'A.Q.J.T. Par contre, pouvaient-elles en rester à des intérêts corporatistes susceptibles de transformer l'A.Q.J.T. en un syndicat de travailleurs culturels, que jamais un patron, en l'occurrence l'État, ne subventionnerait? À court terme, on pouvait craindre la mort de l'Association. Outre ces considérations purement économistes, une association de troupes de métier aurait confirmé la rupture d'avec toutes les autres pratiques théâtrales populaires dont les exigences immédiates ne sont pas de l'ordre du gagne-pain.

une pirouette absurde

La proposition 13 du XXI^e congrès n'apporte cependant pas un changement retentissant aux grandes orientations de l'A.Q.J.T.; elle réprecise plutôt son rôle, soit celui de regrouper, en plus des troupes de métier, tout les autres intervenants en théâtre populaire fort négligés depuis quelques années. De fait, à l'A.Q.J.T. les priorités des troupes de métier dominaient: leurs modes d'organisation et de fonctionnement, les questions de formation et de diffusion, les tables de concertation mettaient en veilleuse le questionnement idéologique, empêchant aussi le développement d'une réflexion sérieuse sur les conditions d'un théâtre populaire, et sur cette notion de «culture socialiste», quand même ramenée à l'assemblée générale, dans une pirouette absurde. Bien sûr! il était urgent que les troupes de métier orchestrent des actions concrètes pour résoudre les différents problèmes techniques auxquels elles sont quotidiennement confrontées; mais qu'elles ne s'étonnent pas non plus de la surprise et de l'embarras des membres de l'assemblée forcés de se prononcer sur une *définition* du socialisme, afin de l'inscrire tout de go dans la charte de l'association! Les précédents congrès et festivals se révélaient de bien piètres camps d'entraînement à ce genre d'exercice.

un amendement irrecevable

En effet, un projet d'amendement à la charte déposé à la dernière minute, déclencha une discussion de plusieurs heures, sans pour cela être retenu par l'assemblée. Le mot «socialisme» semblait rebuter la majorité des congressistes; (un temps de discussion qui déborde largement les vingt minutes réglementaires, une lecture tardive et imprévue de l'amendement empêchèrent les membres de chaque troupe de se consulter sérieusement.) Malgré le rejet de cet amendement, il importe d'en examiner attentivement la portée de même que les réactions qu'il suscita. Depuis le XVIII^e congrès, l'A.Q.J.T. a peu ou mal préparé les congressistes à de tels débats. Il est vrai aussi que cet organisme n'est pas un syndicat d'ouvriers; c'est tout au plus une association culturelle à tendance progressiste, dont les propositions idéologiques rallient plus ou moins bien les diverses pratiques des membres. «Peu importe!, affirme-t-on: ce sont des objectifs qu'on essaie d'atteindre le mieux possible sans prétendre pour autant pouvoir éviter toute contradiction. De fait, même si certaines troupes-membres rejoignent les masses populaires, il reste que l'A.Q.J.T. intervient surtout auprès d'une petite-bourgeoisie dont les intérêts de classe sont complexes et partagés. Il serait, par ailleurs, dommage de mépriser le travail de cette association, la confusion qu'elle connaît au plan idéologique étant imputable à son origine de classe et la disparité des positions, le reflet d'une société capitaliste en crise. L'A.Q.J.T. reste, en définitive, un foyer de regroupement de tout intervenant progressiste impliqué, à sa manière, dans l'affirmation d'une culture populaire authentique. Plus simplement, nous pourrions dire que l'A.Q.J.T. rassemble presque toutes les tendances anti-capitalistes de la petite-bourgeoisie: humaniste, *peace and love*, contre-culturelle, anarchiste, péquiste, progressiste, socialiste, communiste...

Toutefois, un débat idéologique s'impose, ne serait-ce que pour préciser les revendications des membres de l'A.Q.J.T., en termes de changement social, culturel et... affectif. Quand ils disent vouloir non plus seulement dénoncer, mais aussi proposer... concrètement, que veulent-ils faire? Depuis la scission de 1975, on évite ces questions dangereuses de peur de connaître à nouveau le gauchisme démobilisant du *Manifeste pour un théâtre au service du peuple*. Encore maintenant, tout amendement cherchant à dépasser un peu la confusion du courant culturel anti-capitaliste a l'air parachuté. À l'A.Q.J.T., on ne parle plus des implications politiques d'un théâtre au service du peuple. Forcer par un tel amendement les congressistes à réfléchir sérieusement sur le théâtre populaire qu'ils



21^e Congrès de l'A.Q.J.T. en décembre 1978 à l'École Nationale de Théâtre. (Photo: Yves Nantel)

prétendent développer était un geste important mais peut-être déplacé dans un congrès trop court, surtout préoccupé par les perspectives nouvelles de l'association et un mandat à redéfinir pour l'année qui vient. L'amendement a donc fini par avoir l'air d'un prétexte plus que d'un projet sérieux, d'une proposition-grenade à saveur anti-démocratique, mais dont l'effet avait bien l'air de confronter les congressistes aux propositions qu'ils se votent depuis au moins trois congrès sans chercher plus loin d'adéquation véritable entre un projet socialiste et une pratique quotidienne.

l'importance d'une plate-forme

Tout compte fait, ce projet d'amendement poursuit à sa manière le débat sur le développement du jeune théâtre et souligne une lacune importante au sein de l'A.Q.J.T.: l'absence d'une plate-forme minimale qui nourrirait l'A.Q.J.T. des perspectives politiques des groupes populaires, des syndicats d'ouvriers et des autres organisations progressistes qui luttent contre l'exploitation des travailleurs. Cependant, le même amendement à la charte définit un projet politique trop exigeant pour bon nombre de troupes-membres et imposerait à l'association des structures d'accueil plus rigides que celles qui permettent actuellement de recruter ses membres, issus pour la plupart de la petite-bourgeoisie; mais cela n'exclut pas qu'ils puissent par leurs actions culturelles se rallier aux luttes du peuple travailleur pour de meilleures conditions de vie. Enfin, ce type de proposition, quelque malhabile qu'il soit, ou peu stratégique, est de beaucoup plus important et stimulant quant à l'avenir d'un mouvement progressiste, tel que l'A.Q.J.T., que toute autre proposition de «cuisine» à laquelle l'association a pu prendre goût depuis le fameux congrès de Drummondville.

Le temps serait-il venu pour l'A.Q.J.T. de faire le point? C'est ce que donne à croire le XX^e congrès. Après vingt ans d'existence, le mot «jeune» semble de moins en moins convenir aux troupes qui s'y rassemblent. Sur quelle base précise les membres de cette

association sont-ils réunis? La création collective? D'aucuns prétendent que c'est un moyen efficace, mais non une fin en soi, de prendre en charge collectivement son expression, à travers une expérience unique d'autogestion. Mais ça ne suffit pas ou plus. Quel théâtre populaire l'A.Q.J.T. veut-elle encourager? Celui du T.P.Q., du Théâtre des Variétés, de Jean Vilar, de Bertolt Brecht ou du Théâtre Euhl? Là-dessus, le consensus est loin d'être fait et les pratiques des troupes beaucoup trop différentes pour nous le laisser croire. Quelques troupes-membres travaillent effectivement à développer un théâtre en rapport avec les luttes du peuple et, partant, avec les propositions idéologiques votées depuis le XVIIe congrès; d'autres troupes vont dans le même sens, mais ne sont pas membres de l'association. Si, par son XXIe congrès, cet organisme choisit de s'ouvrir, elle doit au premier chef mobiliser toutes les forces progressistes du théâtre populaire et, pour ce, refuser tout amendement de charte qui pourrait signifier le contraire. D'ailleurs, la charte actuelle s'avère être un excellent code d'entente. Point n'est besoin, pour l'instant, ni même opportun, d'en remanier le substrat idéologique.

un festival à montréal

Le congrès se termine donc en queue de poisson, dans l'impatience et le malentendu. Les congressistes sont fatigués! Les dernières propositions sont votées rapidement et à la légère. Entre autres, le projet de festival, d'audacieux qu'il était tel que présenté par un membre du C.E., finit par prendre une facture conventionnelle au moment du vote. Aux objectifs traditionnels de diffusion, de réflexion, d'échange et d'auto-formation, vient toutefois s'ajouter une nouvelle priorité: valoriser les dimensions du théâtre populaire négligées lors des derniers festivals. Sans doute, veut-on donner plus d'importance au théâtre d'amateurs, d'étudiants et de militants. L'A.Q.J.T. choisit enfin d'organiser son festival à Montréal. Pourquoi pas?

le mandat du c.a.p. demeure vague

La proposition à l'intention du comité d'action politique demeure vague, générale et pourrait même entraver toute nouvelle initiative de sa part. Ce comité, jeune de huit mois, s'avère pourtant être l'instrument idéal pour organiser des rencontres autour d'une plateforme idéologique à définir. On aurait pu lui insuffler un plus grand dynamisme!

un comité de théâtre pour enfants restructuré

L'Association Québécoise du Jeune Théâtre, si elle choisit d'ouvrir ses portes, n'en restera pas moins consciente de l'importance d'un membership solide pour appuyer ses actions culturelles et ses prises de position devant toute intervention (gouvernementale ou privée) qui freinerait son travail d'animation culturelle. L'assemblée générale adopte donc que le contrôle du Comité de théâtre pour enfants soit assuré uniquement par les membres de l'A.Q.J.T. D'autre part, le comité organisera le 6^e festival de théâtre pour enfants, servira de porte-parole des troupes auprès des cadres gouvernementaux et participera à tout événement qui concerne le théâtre pour enfants.

un nouveau souffle

Comment sort-on de ce XXIe congrès? Fatigué. Un peu déprimé. Quoique, enfin, la question idéologique reprenait timidement la vedette. L'A.Q.J.T. semble étouffée dans ses traditions mais renforcée par son membership. Ses plus vieux membres sont fatigués et ont l'impression de tourner en rond. Heureusement que l'association décide de s'ouvrir vers l'expression culturelle des masses, c'est-à-dire au théâtre d'amateurs, au théâtre étudiant et au théâtre militant, répandus un peu partout au coeur des luttes populaires.

L'A.Q.J.T. doit mobiliser toutes les forces actives au plan culturel du peuple québécois si elle veut se retrouver au centre d'une pratique cohérente du théâtre populaire.

louis-dominique lavigne

rencontre: théâtre et régions

13^e festival de l'a.q.j.t., à Montréal, du 20 au 27 mai 1979.

tableau des régions

Ce n'est pas d'hier qu'on parle de régionalisation à l'A.Q.J.T., l'un des premiers organismes à s'être impliqué dans cette question. Le travail en région a toujours été un important cheval de bataille des troupes de l'A.Q.J.T. Pour ces troupes, le mot régionalisation désigne le phénomène qui vise à donner aux régions une plus grande autonomie politique, économique, culturelle et affective.

La rencontre, présentée sous forme d'un panel où cinq représentants de troupes de différents coins du Québec exposaient la situation de leur région respective, avait lieu pour faire le point sur la situation actuelle, à savoir où en sont rendues les troupes. Chacun brossait d'abord un tableau général de sa région en plus d'y inscrire le travail de sa troupe et de son implication. Après quoi les participants à la rencontre ont pu compléter l'information et en discuter, afin de mieux situer le travail de régionalisation des troupes.

Parmi les points importants à retenir de cette rencontre, il faut souligner l'excellent tableau des régions qui en est ressorti.

Chaque panelliste a pu dresser le plan des structures gouvernementales de toutes sortes installées dans sa région, parler de leur efficacité et voir la différence entre les vaines structures administratives n'ayant aucun contact avec la base et les autres qui essaient vraiment de s'impliquer. Tableau important s'il en est un, car si le bureau régional du M.A.C., par exemple, est très présent au milieu dans l'Est du Québec, il n'en va pas de même dans l'Estrie où les troupes préfèrent travailler de concert avec le Conseil de la culture. Et comment parler de Montréal où le bureau régional du M.A.C. est pratiquement invisible, certaines troupes en ignorant même l'existence, et où il n'existe même pas de structure régionale comme un Conseil de la culture par exemple. Certains ne verraient là que des détails inutiles, mais quand vient le temps de parler de subventions, ces détails révèlent toute leur importance. Surtout avec le nouveau plan de décloisonnement des décisions, pour la remise des subventions, alors que, dans les régions, ce seront les Conseils de la culture qui verront à répartir l'enveloppe budgétaire, en collaboration avec les principaux intéressés dans bien des cas. À Montréal, vu l'absence de Conseil de la Culture, le ministère a formé un jury, structure préférable à la seule décision des fonctionnaires, mais beaucoup plus élitaire quand même.

Toutes ces données rendent compte des efforts déployés dans chacune des régions